

Le 27 juillet 2023

Comité permanent de la science et de la recherche  
131, rue Queen, 6<sup>e</sup> étage  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6  
*Envoyé par courriel à : [SRSR@parl.gc.ca](mailto:SRSR@parl.gc.ca)*

Mesdames et Messieurs les Membres du Comité,

Je vous remercie de me donner l'occasion de présenter un mémoire sur la non-indexation des bourses d'études supérieures et postdoctorales au Canada. À titre de vice-rectrice de la recherche et des relations internationales à l'Université de Waterloo, l'une des universités canadiennes les plus axées sur la recherche, je considère qu'il est urgent de s'attaquer à cet enjeu.

Nous savons que le Canada est en proie à un écart de productivité bien documenté. Nous savons également que le potentiel d'innovation du pays n'a pas encore été pleinement réalisé. Ainsi, augmenter l'investissement dans la formation de personnel hautement qualifié (PHQ) est l'une des premières choses à faire pour relever ces deux défis. Autrement dit, plus nous formons de PHQ, mieux nous sommes placés pour devenir un acteur concurrentiel dans le contexte mondial.

Les étudiants des cycles supérieurs sont au cœur de tout ce que nous faisons à l'Université de Waterloo. Grâce à notre politique unique en matière de propriété intellectuelle appartenant aux créateurs et à notre célèbre programme coopératif, l'incidence qu'ont nos diplômés orientés vers l'entrepreneuriat se fait sentir bien au-delà du campus. Ces derniers démarrent souvent leurs propres entreprises et, à leur tour, embauchent d'autres diplômés, créant ainsi un cercle vertueux de croissance et de développement des entreprises. En fait, de nombreuses entreprises canadiennes en démarrage de grande valeur, dont ApplyBoard et Faire, ont été créées dans l'écosystème de l'Université de Waterloo. Pour que le Canada maintienne sa réputation d'excellence en recherche et pour attirer et garder les talents, il faut remédier immédiatement au sous-financement des étudiants des cycles supérieurs et des boursiers postdoctoraux.

Depuis des décennies, le Canada accuse un retard dans ce type d'investissement par rapport à ses



**200, AVENUE UNIVERSITY OUEST,  
WATERLOO (ONTARIO), N2L 2G1**

pairs. Dans un contexte d'inflation élevée, la stagnation du financement correspond à une réduction du financement, ce qui ajoute à nos difficultés à faire concurrence aux établissements européens et américains qui fournissent régulièrement une bien plus grande aide financière aux meilleurs étudiants. Pour ce qui est des coûts de subsistance de base, comme la nourriture et le logement, les étudiants sont également confrontés à des obstacles considérables. Comme vous le savez sans doute, l'administration Biden a fait d'importants investissements dans la recherche et l'innovation, ce qui a eu pour effet d'éroder notre propre avantage concurrentiel.

À titre de vice-rectrice de la recherche et des relations internationales, j'appuie les recommandations présentées au Comité par l'Association canadienne pour les études supérieures et Universités Canada :

**Recommandation n° 1 :** Augmenter le financement des budgets de base du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, des Instituts de recherche en santé du Canada et de la Fondation canadienne pour l'innovation afin d'améliorer la compétitivité du Canada en matière de recherche et de développement.

**Recommandation n° 2 :** Augmenter la valeur des bourses d'études supérieures du Canada et les indexer régulièrement pour tenir compte de l'inflation.

**Recommandation n° 3 :** Augmenter le nombre de bourses d'études supérieures et postdoctorales offertes au Canada pour contribuer à l'établissement de la prochaine génération de chercheurs hautement qualifiés.

Dans les établissements d'études postsecondaires, une part importante du financement externe accordé à la recherche sert à payer les étudiants des cycles supérieurs et les boursiers postdoctoraux, qui constituent eux-mêmes un élément essentiel de la recherche. Par exemple, à l'Université de Waterloo, près de 60 % du financement provenant des subventions des trois organismes est consacré à la formation du PHQ. Si l'on tient compte du fait qu'une partie de ces fonds est destinée à l'infrastructure accueillant les étudiants pendant leur formation, on en arrive à la conclusion que le restant des fonds, utilisés directement pour soutenir les étudiants, est beaucoup plus élevé et continue d'augmenter. Si le financement de cette formation avait suivi le rythme de l'inflation, il aurait été possible de libérer des fonds importants qui pourraient être réaffectés à d'autres activités de recherche prioritaires, y compris, par-dessus tout, la possibilité d'améliorer la formation des étudiants.

Pour soutenir une économie robuste et concurrentielle sur la scène mondiale, il faut investir dans les secteurs d'aujourd'hui ET de demain. Après tout, c'est dans les universités que l'on réalise des percées dans des domaines comme l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, les biosciences et les batteries de véhicules électriques. Un financement accru pour perfectionner les

PHQ permettra au Canada de demeurer une destination prisée pour les talents recherchés et de régler les problèmes économiques structurels du marché du travail. À l'heure actuelle, le Canada est bien outillé pour relever ces défis, mais il doit obtenir le soutien intégral du gouvernement fédéral pour y parvenir. Le succès futur de son écosystème de recherche et d'innovation en dépend.



Charmaine B. Dean  
Vice-rectrice, Recherche et relations internationales